

Le féminisme au-delà des idées reçues

Christine Bard

Editions Le Cavalier bleu

Octobre 2012

286 pages, 20 €

Pathologie médicale puis sociale, le féminisme s'avère dangereux dès son origine puisqu'il œuvre à la reconnaissance des droits à l'égalité des femmes, dans une société verrouillée par les hommes – seuls détenteurs du pouvoir depuis la Révolution française. Les féministes seront ainsi attaquées, insultées en permanence.

«*Toutes des bourgeoises, intellos, moches, lesbiennes, mal baisées, hystériques, ringardes*» : voilà quelques idées reçues sur les féministes, profondément injustes, qui desservent leur cause, et qui font le titre de l'ouvrage de Christine Bard. Avec humour et gourmandise, l'auteure s'attache à rectifier les erreurs, démontrer les préjugés, et présenter les féminismes dans leur diversité. Elle souligne la place des femmes dans l'histoire politique de la France, avant de montrer qu'à chaque époque féministe correspondent des idées reçues. C. Bard reconnaît trois «vagues» féministes, soit autant de cycles de mobilisation militante ayant des objectifs et des méthodes spécifiques. Les idées reçues prennent des formes originales à chaque vague, mais résistent au temps, d'où leur force redoutable. Il faut donc les déconstruire : en faire l'histoire, évaluer leur impact et surtout faire part de l'invention, de l'exagération, de la caricature. Leur crédibilité repose souvent sur la parcelle de vérité qu'elles contiennent.

La première vague combat pour l'émancipation et l'éducation, avec Hubertine Auclert, pionnière de la lutte pour le droit de vote dès 1882. Elle sera suivie dans les années 1970 par la deuxième vague, qui œuvrera pour la libération des femmes avec le MLF, la contraception. La troisième vague se déroule maintenant. Elle atteste de l'exis-



tence de variétés de féminismes et de la complexité d'un mouvement aux contours incertains. Théorie du genre de Judith Butler, abolition de la prostitution, dénonciation des violences sexuelles, combat pour la parité en sont les éléments marquants, de même que les Femen.

Les propos de l'historienne sont illustrés d'affiches, de textes, tracts, dessins d'époque. Cette mise en perspective est réjouissante. C. Bard souligne les ambivalences, polémiques et transformations que le féminisme a connues au cours du temps. Elle lève le voile sur une histoire passionnée, et trop méconnue. Un glossaire enrichit la compréhension de ce livre rédigé dans un style clair, concis et plaisant.

Maryse Butel,
membre du Comité
central de la LDH



Histoire politique des services secrets français

Roger Faligot, Jean Guisnel,
Rémi Kauffer

La Découverte, novembre 2012

735 pages, 26 €

Extrêmement précieux pour comprendre un certain nombre d'épisodes de notre histoire contemporaine, de la Résistance à la présidence de François Hollande, ce livre montre le rôle du SDECE sous la IV^e République puis sous les présidences du général de Gaulle, de G. Pompidou et V. Giscard d'Estaing. Et comment, devenu DGSE en 1982 sous F. Mitterrand, ce service a continué, jusqu'aux événements d'Égypte et de Lybie en 2011, à être un instrument, utile et discuté, des pouvoirs politiques successifs. Accompagné d'un index de près de six mille noms, d'une liste des chefs du SDECE et de la DGSE et d'une autre des agents morts en mission de 1945 à 2012, avec la date, parfois le lieu et les objectifs

de leur action, c'est un ouvrage de référence sans équivalent.

En même temps, l'immense documentation personnelle que les trois auteurs⁽¹⁾ ont accumulée pendant près de quatre décennies n'est pas un fonds d'archives ouvert au public pouvant être analysé par les historiens. Les auteurs, au-delà de leur rigueur et de leur honnêteté, du fait de leur dépendance par rapport aux récits, ne risquent-ils pas d'être parfois, malgré eux, des agents de communication amenés à porter les versions livrées par les dirigeants politiques du pays et ceux du service concerné?

Dans l'affaire Ben Barka, ils affirment «*un degré d'implication très faible du SDECE et de la police française*». Tel n'est pas ce qui apparaît dans les archives britanniques de l'époque, rendues accessibles au public. L'ambassadeur anglais à Paris écrit, en janvier 1966, que côté français «*beaucoup de personnalités de rangs plus élevés étaient depuis longtemps au courant des circonstances de l'enlèvement et de l'assassinat, presque certain, de Ben Barka*»⁽²⁾, les choses ayant été préparées au Maroc par des responsables régionaux du SDECE et ceux du pouvoir marocain : «*M. Frey, le ministre de l'Intérieur, a été accusé de complicité, et M. Aubert, son directeur de cabinet, d'avoir couvert l'enlèvement.*» Les auteurs rappellent que De Gaulle, furieux, a retiré la responsabilité du SDECE au Premier ministre, mis fin à l'autonomie de la préfecture de police de Paris puis aux fonctions de R. Frey à l'Intérieur et de M. Papon à la préfecture. Les complicités françaises avaient-elles vraiment été subalternes ? Ou est-ce la version officielle qu'on a choisi de livrer, pour laisser dans l'ombre les vraies responsabilités ? La réponse réside dans l'étude des archives de ce service et de celles d'autres pays, si tant est qu'elles soient ouvertes.

Gilles Manceron

(1) A l'origine aussi, en 2006, chez le même éditeur, d'un autre livre important, *l'Histoire secrète de la V^e République*. A eux trois, ces auteurs ont publié une cinquantaine d'ouvrages sur les services spéciaux dans le monde.

(2) Voir François Malve et Kathryn Hadley, *Dans le secret des archives britanniques*, Calmann-Lévy, septembre 2012.